

L'Afrique centrale adopte une série de mesures pour faire face aux menaces terroristes

Libreville (Gabon), 30 janvier 2014 – L'atelier « Police et Sécurité » tenu du 28 au 30 janvier à Libreville dans le cadre du développement d'une stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale, a pris fin avec l'adoption d'une série de mesures pratiques pour faire face à ces phénomènes. Ces mesures s'articulent autour de quatre piliers fondamentaux inspirés de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

La quarantaine de participants présents dans la capitale gabonaise ont notamment mis l'accent sur la nécessité de mener des actions préventives en vue de « l'élimination des conditions propices à la propagation du terrorisme dans la région de l'Afrique centrale ». Dans cet ordre d'idées, ils ont évoqué l'importance de la promotion de la bonne gouvernance, de la démocratie, de l'éducation et de la prospérité économique « afin de lutter contre les éléments qui peuvent mener certaines personnes à rejoindre le terrorisme ». De même, ils encouragent le développement, déjà en cours, « des législations et politiques spécifiques de prévention de la radicalisation et du recrutement de terroristes, notamment dans les prisons, dans les lieux de culte et dans les écoles », ainsi que la mise sur pied des plans d'action régionaux et nationaux de prévention du terrorisme.

Des actions visant la protection des citoyens ont été également identifiées. Sur ce point, les uns et les autres ont suggéré « une véritable analyse des risques, y compris en matière de circulation des personnes et de prévention de la mobilité des terroristes à travers les frontières ». D'où le caractère essentiel du renforcement de la sécurisation des papiers d'identité et des documents de voyage, en prenant en compte les avantages qu'offre la biométrie dans les opérations de contrôle.

Le troisième pilier qui a retenu l'attention des participants concerne le droit de poursuite. Au-delà du meilleur usage qu'il faudrait faire des capacités des Bureaux nationaux d'INTERPOL et des ressources de cette organisation (INTERPOL) ainsi que celles du Comité des chefs de Police de l'Afrique centrale, il s'agit de se doter des moyens d'arrêter et traduire en justice les présumés terroristes. Enfin, ils ont déroulé une feuille de route utile au raffermissement de la coordination avec les organisations régionales et internationales quant à la réponse et à la gestion des crises et des attaques terroristes. Des échéances ont été fixées pour la mise en œuvre effective des différentes mesures adoptées à Libreville. Celles-ci constituent une étape décisive dans le développement d'une stratégie régionale, qui sera nourrie par les conclusions d'un deuxième atelier thématique (Douanes et Immigration) prévu à Bujumbura (Burundi) en avril 2014. Le rapport de ces différents travaux sera présenté lors de la 38^e réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) à Malabo (Guinée équatoriale), entre mai et juin prochain. Le principal enjeu de cette approche est l'endossement politique d'un instrument commun qui permettra de légitimer les actions en faveur de la lutte contre le terrorisme dans la sous-région.

L'atelier de Libreville a été organisé par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT/CTITF), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et le Gouvernement gabonais. Il a bénéficié de l'expertise de plusieurs organisations sous-régionales, régionales et internationales ainsi que celle des représentants de la société civile. L'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, et le Tchad y ont envoyé des représentants, qui ont travaillé sous la conduite du Professeur Wullson Mvomo Ela, Coordonnateur régional du Réseau de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale.